

"Mais que fait l'Amérique?" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (20 avril 1977)

Légende: Commentant la visite à Washington de Roy Jenkins, président de la Commission européenne, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung s'interroge sur l'évolution des relations économiques et commerciales entre la Communauté économique européenne (CEE) et les États-Unis.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Eick, Jürgen; Welter, Erich; Fack, Fritz Ullrich; Deschamps, Bruno; Fest, Joachim; Reißmüller, Johann Georg. 20.04.1977, Nr. 91. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Was tut denn Amerika?", auteur:Stadlmann, Heinz , p. 3.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/mais_que_fait_l_amerique_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_20_avril_1977-fr-5dedee61-a4e9-4fbo-9f31-61582ccd9f29.html



Date de dernière mise à jour: 24/05/2017

Mais que fait l'Amérique?

Les Européens s'arment pour le dialogue avec Washington

Par Heinz Stadlmann

Cette semaine, l'Europe institutionnalisée fait preuve d'un grand affairement. Après les déceptions amères des derniers temps, M. Jenkins, le président de la Commission, peut désormais se montrer à Washington sous les feux des projecteurs de la haute politique internationale. M. Carter accueille à la Maison Blanche l'homme de Bruxelles, et le vice-président Mondale, qui, dès son entrée en fonction, lui a présenté ses hommages à la Commission de Bruxelles à l'occasion de son premier déplacement à l'étranger, est de nouveau son interlocuteur. En outre, d'autres membres du gouvernement de la nouvelle administration américaine ont fait preuve d'intérêt envers la Communauté européenne. C'est peut-être un hasard ou une simple erreur dans le planning; toujours est-il que Jenkins fait son apparition aux États-Unis, au moment où une délégation gouvernementale de Washington est en visite à Bruxelles pour mener des réunions de consultation sur la coopération future.

Dans les autres domaines également, il se trame quelque chose: les ministres des Affaires étrangères de la Communauté se sont réunis lundi à Londres, afin d'harmoniser leurs opinions dans le cadre de la Coopération politique européenne (CPE). La position des Neuf au sujet de l'Afrique du Sud figurait également à l'ordre du jour, tout comme la préparation d'une position commune pour les négociations de suivi de la conférence d'Helsinki s'étant tenues à Belgrade. Les rencontres régulières entre les ministres des Affaires étrangères, qui se réunissent soit en tant que membres du Conseil européen dans les cas favorables pour la prise de décision, soit sous la casquette de la CPE pour un échange de vues plutôt informel, sont appréciées par tous les participants malgré les contraintes que cela occasionne. La coopération, selon l'opinion commune, est renforcée par le dialogue constant.

Au même moment, alors que les ministres des Affaires étrangères se réunissaient à Londres, les ministres des Finances de la Communauté se rencontraient à Luxembourg. Ici aussi, il s'agissait principalement d'essayer de trouver des positions communes pour des conférences internationales, afin de pouvoir ensuite s'exprimer d'une seule voix, avec plus de poids. À Luxembourg, les Neuf ont pu conclure des accords partiels pour les futures réunions de consultation du Fonds monétaire international, qui recherche de nouvelles sources de financement pour les pays pauvres en voie de développement gravement endettés par la crise pétrolière. Les ministres des Finances ont débattu de questions qui feront l'objet de discussions à Londres, en mai, lors de la grande conférence économique. Il y a ici aussi l'effort consenti pour trouver une position commune à tous les pays membres de la Communauté. Ici, c'est avant tout le dialogue avec l'Amérique qui joue un rôle, caractérisé par les différences au niveau de la politique de l'énergie nucléaire, la vraie relance économique et la pression croissante exercée sur le président au sujet de mesures protectionnistes contre les importations d'Europe et du Japon.

Jusqu'au début de la semaine passée, à Bruxelles, on considérait comme acquis que les réunions de consultation avec les Américains, qui commenceront ce mercredi matin dans les locaux de la Commission à Bruxelles, seraient en grande partie consacrées à la nouvelle politique nucléaire et énergétique du président Carter. Le sujet agitera comme toujours les esprits, mais la confrontation prévue pour ces débats devrait ne pas avoir lieu, si l'on en croit les signaux explicites de Washington. Le commissaire Brunner, en charge de la politique énergétique de la Communauté et donc du traitement des déchets d'uranium, a déjà laissé entendre dimanche que l'espoir d'une reprise des livraisons d'uranium reposait aussi bien sur les États-Unis que sur le Canada.

Les plans rigoureux de Carter ont quasiment fait un choc à Bruxelles. La Communauté se querelle depuis des années avec les Américains au sujet de la politique agricole que Washington, qui n'a pas tout à fait tort, qualifie de protectionniste, mais le fort excédent commercial des États-Unis dans les échanges de marchandises a calmé la situation. Ce qui fut parfois qualifié abusivement de «guerre des poulets ou guerre du cognac» était la plupart du temps une agitation plutôt factice, qui n'accablait pas sérieusement les relations. Après l'entrée en fonction de Carter, les éloges du nouveau président adressés à la Communauté

ont été perçus comme une aubaine car de nombreux chefs de gouvernement de la Communauté des Neuf avaient déjà auparavant, lors de la composition de la Commission, montré une dose considérable de mépris envers les «bureaucrates de Bruxelles».

L'arrêt pratiquement ordonné des livraisons d'uranium hautement enrichi à la Communauté par Washington, qui a insuffisamment été dissimulé sous les «traits» d'une difficulté administrative, a rapidement transformé la lune de miel avec le nouveau président en une déception très forte. Lors des discussions, les hauts fonctionnaires bruxellois n'ont pas caché leur incompréhension totale au sujet de la manière avec laquelle Carter a tenté de faire passer en force son idée de la «politique de non-prolifération». Les Européens, qui forment déjà une Communauté Euratom, ont vu s'envoler leurs espérances pour le programme d'énergie nucléaire.

À Bruxelles, on a cependant appris avec un certain étonnement que Bonn se comportait par rapport à la question du traitement des déchets d'uranium tout à fait comme si cette question était une affaire des plus personnelles et non pas une affaire communautaire. Paris a manœuvré de façon plus habile. Sous le couvert de la Communauté, les Français ont, avec la Commission à Bruxelles, continuellement débattu des étapes nécessaires vis-à-vis des Américains. Lors de cette phase, les aptitudes diplomatiques que le Commissaire Brunner a acquises aux affaires étrangères lui ont été d'un grand secours. Lors des discussions à Washington, il a clairement montré aux hauts fonctionnaires gouvernementaux ce qu'ils voulaient faire aux Européens. Après cet entretien, Schlesinger a promis une prochaine visite à Bruxelles et a également remarqué dans quelle position impossible le nouveau président s'était mis avec sa «méthode du tout ou rien».

L'espoir d'une reprise prochaine des livraisons d'uranium hautement enrichi et les signaux du Canada montrant que là aussi, on voulait réacheminer de l'uranium pur vers l'Europe, ont réprimé l'amertume de Bruxelles. Les discussions ne dégèneront pas en plaintes. Le mot d'ordre maintenant est de mener des négociations sur les mesures de sécurité nécessaires et justifiées pour lutter contre l'augmentation ultérieure de matériel pour la construction de bombes atomiques.

Lors des discussions de Bruxelles, menées du côté européen par le Commissaire Haferkamp, en charge des relations extérieures, d'autres thèmes auront aussi une grande importance. Le vaste ordre du jour fait mention de la situation de l'économie mondiale, de la conjoncture et des relations Nord-Sud. Le soir, à l'occasion d'un «Restricted Working Dinner», les questions épineuses comme celles concernant la politique nucléaire, l'élargissement de la Communauté et des mesures pour le Portugal devront être abordées.

Les Européens s'arment contre de nouvelles offensives américaines après une forte relance de l'économie mondiale. Même si Carter a déjà terminé un changement de ligne dans son propre pays, à Bruxelles, on est d'avis que le sujet ne devrait pas encore être réglé. Les ministres des Finances ont en tout cas fait examiner par précaution ce que les Américains avaient fait auparavant pour renforcer les faibles forces ascensionnelles. Ils ont découvert que les substantielles importations américaines, qui sont volontiers présentées comme un moyen de stimulation économique pour les exportations d'autres pays, sont en réalité attribuables aux énormes importations de pétrole. Quant à l'éventuelle question américaine, «Que faites-vous pour l'économie mondiale? », les Européens y répondront froidement par la contre-question suivante: «Et que fait donc l'Amérique?» La langue des négociations européenne sera plus consciente de sa propre valeur.